





recherches soient menées dans des conditions strictes d'encadrement, sous le contrôle de la puissance publique. L'Académie se dit, d'ailleurs, inquiète des blocages des recherches en France dans ce domaine et soutient le texte du projet de loi voté le 22 janvier 2002.

Enfin, il faut rappeler qu'en aucun cas l'utilisation de cellules souches humaines d'origine embryonnaire ne saurait être assimilée à un travail de "recherche sur l'embryon", celui-ci ne pouvant être recréé à partir d'une lignée de cellules maintenues en culture ou même après isolement d'un blastocyste.

Je tenais à remettre l'ensemble de ces éléments en perspective et à vous faire savoir que votre point de vue, relayé par la représentation nationale, participe au débat démocratique qui devrait aboutir prochainement à une révision des lois de bioéthique.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Bernard Bigot